

262.000 emplois se profilent d'ici 2022

Le marché de l'emploi restera très dynamique jusqu'en 2022 grâce aux baisses de charges accordées par le gouvernement. Le déficit semble, par contre, difficile à résorber.

JEAN-PAUL BOMBAERTS

Le Bureau du plan vient de mettre à jour ses prévisions sur cinq ans pour l'économie belge. Croissance, emploi, déficit: à quoi faut-il s'attendre d'ici 2022?

► **Croissance modérée.** Le Bureau du plan table sur une progression du produit intérieur brut (PIB) de 1,6% cette année ainsi qu'en 2018. La croissance devrait ensuite se stabiliser aux alentours de 1,5% par an d'ici 2022. Ces chiffres sont en tout point identiques à ceux avancés par la Banque nationale dans ses prévisions semestrielles le 13 juin.

La croissance sera essentiellement alimentée par la demande intérieure. D'une part, le revenu disponible des ménages augmentera de 2% par an en termes réels à la fois en 2018 et 2019.

Finis le temps du saut d'index et du gel des salaires. Place au tax shift qui poursuivra sa montée en puissance au cours des deux prochaines années.

L'investissement public sera l'autre moteur de la croissance,

«La croissance revient et est intensive en emplois.»

PHILIPPE DONNAY
COMMISSAIRE AU PLAN

grâce à deux gros chantiers relatifs à la mobilité: le RER et l'Oosterweel (bouclage du Ring d'Anvers). À cela s'ajoutent les dépenses militaires qui vont décoller à partir de 2020. Le gouvernement a en effet lancé fin 2016 un programme d'achat de matériel militaire (véhicules blindés notamment) dont les premières factures seront honorées à partir de 2020.

Le dossier du remplacement des F-16 n'est, lui, pas encore tranché et donc pas pris en compte par les experts du Plan.

► **Jobs, jobs, jobs.** C'est la bonne nouvelle de ce rapport: malgré une croissance de 1,5% seulement, l'économie belge semble en mesure de créer 40.000 emplois par an au minimum jusque 2022. Après le record de 2016 (59.100 emplois nouveaux), les années suivantes resteront très dynamiques: 57.700 emplois en 2017, 46.900 en 2018 et 39.400 en moyenne de 2019 à 2022. Au total, sur l'ensemble de la période prise en considération (2017-2022), on arrive à 262.000 emplois. La grande majorité de ces postes

verront le jour dans les services marchands, notamment dans les soins de santé (vieillesse de la population oblige), mais aussi dans la construction (grâce à des réductions de cotisations sociales supplémentaires).

Parallèlement, le taux d'emploi progressera de 67,7% en 2016 à 71,2% en 2022. C'est beaucoup mieux que sur la période 2006-2016, mais ce n'est malheureusement pas encore suffisant pour atteindre l'objectif fixé par l'Europe qui est de 73% en 2022. «Pour y arriver, il aurait fallu créer deux fois plus d'emplois encore», signale Koen Hendrickx, économiste au Bureau du plan.

Quant au taux de chômage, il va fondre de façon spectaculaire de 11,2% en 2016 à 8,2% en 2022. «Du jamais vu depuis les années 1980», observe Koen Hendrickx. Cette dégringolade est le résultat d'un double mouvement: d'une part, on crée de nouveaux emplois et, d'autre part, l'offre de main d'œuvre va se contracter suite au vieillissement.

À partir de 2019 en effet, les départs à la retraite vont s'accélérer et ils ne seront que partiellement compensés par l'arrivée des jeunes et le recul de l'âge de la pension. Autre bémol qu'il convient d'apporter à la baisse du chômage: la réglementation est devenue plus

stricte de sorte que certaines personnes se retrouvent éjectées du système.

► **Budget.** Si les baisses de charges et le tax shift dopent l'emploi et le revenu des ménages, tout ceci a un prix budgétaire, à savoir un déficit qui peine à se stabiliser sous la barre des 2% du PIB. Pour 2017 et 2018, le Plan table sur 1,9% de déficit, grâce à différentes mesures d'économies et à la baisse des dépenses pour l'accueil des demandeurs d'asile.

Ensuite, on retombe à 2,3% jusqu'en 2022. Pourquoi? Parce qu'il faudra notamment financer le RER et le programme de modernisation de l'armée. La différence par rapport à l'objectif d'équilibre demandé par l'Europe en 2019, c'est 9 milliards d'euros. Autant être prévenu.

L'ÉCONOMIE BELGE CONTINUERA DE CRÉER BEAUCOUP D'EMPLOIS JUSQU'EN 2022

moyenne annuelle



Source: Planbureau

- «Could you repeat that, please?» - «La Belgique est un pays top reformer»

L'OCDE vient de remettre à la Belgique son «bulletin» socio-économique. Que dit-il? Les défis restent nombreux, mais la Belgique est sur la bonne voie.

BENOÎT MATHIEU

Il fallait le voir, Charles Michel, en ce mardi matin. Le Premier ministre recevait Angel Gurría, le secrétaire général de l'OCDE - le second transmettant au premier l'étude économique que l'OCDE a pondue sur la Belgique, cru 2017. «Une discussion inspirante et exaltante», sourit Charles Michel, qui reviendra encore vers la presse, en coup de vent, après la présentation, pour souligner à quel point la Belgique avait reçu un «beau bulletin».

C'est vrai qu'il y en a, des encouragements. Sur la grosse dizaine d'indicateurs du «vivre mieux» made in OCDE, la Belgique se situe presque systématiquement au-dessus de la moyenne, et parfois de loin, notamment en ce qui concerne les inégalités de revenus après prélève-

ments et transferts ou encore l'écart de rémunération entre hommes et femmes. Même s'il existe d'importantes disparités d'une Région à l'autre, relève le patron de l'OCDE, en pointant le chômage des jeunes.

Mieux: la Belgique s'améliore.

Car si le mantra de Charles Michel est «jobs, jobs, jobs», celui de l'OCDE est «reforms, reforms, reforms». Eh bien, justement, la Belgique figure dans le top 4 des pays menant des réformes. Charles Michel, rose de plaisir: «Could you repeat that, please?» Angel Gurría s'exécute de bonne grâce: «Belgium is a top reformer.» Même si l'institution internationale chante certains refrains à l'oreille de la Belgique depuis des lustres, notre pays est l'un de ceux qui s'assèyent le moins sur ses recommandations.

Trêve de fleurs. L'OCDE est surtout présente pour pointer les défis auxquels devra faire face la Belgique - et ils sont nombreux. «Nous sommes lucides sur ce point», redescend Charles Michel, qui dit parta-

ger en grande partie le bilan OCDE.

► **Fiscalité.** Bravo à Michel et son tax shift, qui s'est attaché à réduire le coût du travail. Baisser les cotisations patronales sur les revenus les plus bas: cette voie doit être poursuivie, pour l'OCDE. Qui recommande, en termes de compensation, d'augmenter les impôts générant le moins de distorsions. Fiscalité verte, taxes récurrentes sur l'immobilier et - «je vais le dire, ce mot», sourit Angel Gurría - taxation des plus-values.

Et puis, plus que tout, l'OCDE prie la Belgique de retrouver le chemin des investissements publics porteurs de croissance, délaissés depuis 30 ans. Comment? Réduire les dépenses inefficaces, faire appel au privé ou envisager l'introduction de redevances d'utilisation.

► **Productivité.** «La Belgique présente l'une des productivités les plus fortes», souligne Angel Gurría. Le hic? Celle-ci n'augmente plus. Comment retrouver la croissance? Soutenir l'innovation tout en rationalisant les

aides publiques à la R & D. Alléger les charges administratives pesant sur les PME. Réduire les obstacles à la création de jeunes entreprises et promouvoir le capital-risque.

► **Croissance inclusive.** Les jeunes issus de l'immigration ont moins de chances d'être diplômés de l'enseignement supérieur. Même chose sur le marché de l'emploi, où la participation des travailleurs âgés ou faiblement qualifiés est maigre. La Belgique doit rendre sa croissance plus inclusive, dit l'OCDE: encourager la formation pour adultes, améliorer l'enseignement pré-primaire des langues pour les enfants d'immigrés, doper la formation des enseignants et les inciter à se tourner vers des établissements réputés défavorisés.

«Les efforts de la Belgique payent, cela marche!»

ANGEL GURRÍA
SECÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'OCDE